

Emmanuel Macron suspend l'alternance de gouvernement

ÉCRIT PAR STÉPHANE AUGIER AVEC AFP

8 juillet 2024

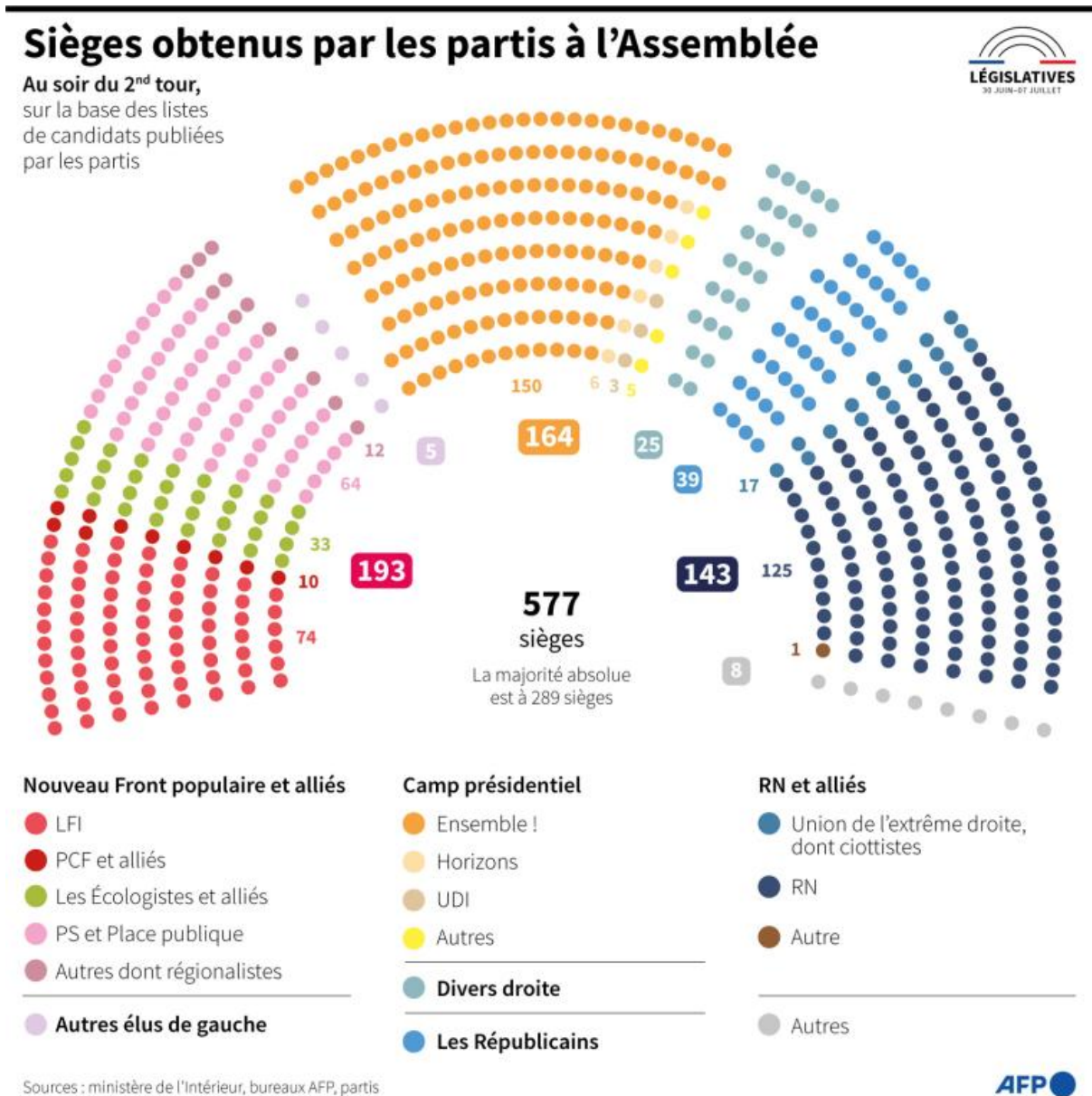


Le Nouveau Front populaire a remporté le second tour des élections législatives, dimanche 7 juillet, selon les résultats définitifs publiés par le ministère de l'Intérieur. L'union de la gauche a obtenu un total de 193 sièges à l'Assemblée nationale, répartis comme suit : 74 pour La France insoumise, 64 pour le Parti socialiste, 33 pour les écologistes, 10 pour le Parti communiste, et 12 classés « Autres dont régionalistes ».

Derrière la coalition de gauche, le bloc présidentiel, regroupé sous la bannière Ensemble, arrive en deuxième position avec 164 sièges. Ensemble perd la majorité relative qu'il détenait de 2022 à 2024.

En troisième position, le Rassemblement national (RN) et ses alliés

totalisent 143 sièges au terme du second tour.



Nombre de sièges obtenus à l'Assemblée nationale par parti et alliance, à l'issue du second tour des élections législatives 2024 – AFP / AFP / NALINI LEPETIT-CHELLA

Comme le veut la tradition républicaine, le chef du gouvernement a présenté sa démission au chef de l'État, prenant acte de la défaite de leur camp aux élections législatives ce lundi 8 juillet. Mais le chef de l'État a souhaité qu'il « assure la stabilité du pays », selon l'Élysée, alors que Paris accueille dans moins de trois semaines les jeux Olympiques. Cet argument n'avait ne semble-t-il pas retenu la main du président au moment où il a décidé de précipiter la France dans une dissolution de l'Assemblée

nationale et une campagne expresse de législatives les 30 juin et 7 juillet.

Après la surprise des législatives où la déferlante de l'extrême droite a été nettement freinée, la France se cherche une majorité parlementaire avant de désigner une personnalité capable de rassembler et de diriger un gouvernement.

Un casse-tête, quand ni le Nouveau Front populaire (NFP, gauche, 193 sièges), ni le camp présidentiel (autour de 164), ni le Rassemblement national et ses alliés (extrême droite, 143) ne peuvent atteindre seuls la majorité absolue (289 députés sur les 577 de l'Assemblée).

La Bourse de Paris n'a réagi que mollement, sur une baisse de 0,63 % en fin de journée.

La note de crédit de la France serait « sous pression » si le pays ne parvenait « pas à réduire son important déficit public », estime l'agence de notation de crédit S & P Global.

Quant au Medef, première organisation patronale française, il réclame « une politique économique lisible et stable », et appelle Emmanuel Macron « à faire le choix du pays plutôt que celui des intérêts partisans ».

« Respecter le choix des urnes »

La gauche, elle, a lancé les grandes manœuvres. « *Il faut que dans la semaine, nous puissions être en mesure de présenter une candidature* » pour Matignon via un consensus ou un vote, a déclaré le patron du Parti socialiste Olivier Faure.

La CGT, syndicat proche de LFI, a demandé au président de « respecter le choix des urnes » et « d'appeler à la formation d'un nouveau gouvernement ». La CFDT s'est quant à elle dite "résolue à faire entendre la voix des travailleuses et des travailleurs" dans les politiques à venir.

La majorité présidentielle sortante tente de garder le pouvoir et gouverner au sein d'une coalition. « *Le paysage n'est pas encore clarifié* », estime François Bayrou, leader centriste allié du camp présidentiel.

« *Trouver une coalition de majorité relative* », sans RN ni LFI, prendra « *plusieurs semaines* », insiste un député macroniste de Paris.

Une large coalition partant du centre gauche jusqu'à la droite est un « *doux rêve pour une raison arithmétique et une raison politique* », a affirmé le patron des sénateurs Les Républicains ce lundi 8 juillet sur TF1. « *Est-ce que vous me voyez, franchement, gouverner avec François Hollande ?* » a fustigé Bruneau Retailleau. L'entente politique supposée par une coalition ne marchera pas selon cette figure influente de la droite française. Avec les femmes et les hommes de gauche, « *nous ne sommes d'accord sur rien. Eux veulent plus d'immigration, nous on en veut moins. Ils veulent plus d'impôts, on en veut moins. Ils veulent plus de dépenses publiques, on en veut moins* » a-t-il énuméré en rappelant que « *la politique ce sont des convictions* ».

Quant au RN, il a progressé comme jamais mais finit loin de la majorité relative martelée par les sondages. Jordan Bardella, son président, qui s'était proclamé Premier ministre en cas de victoire, a « *assumé* » une « *part de responsabilité* » dans la déception du second tour, admettant des mauvais choix sur « *un certain nombre de candidats* ».

À l'étranger, où le feuilleton français a été largement suivi, les dirigeants de Pologne, Espagne, Allemagne, États-Unis, mais aussi Venezuela et Brésil, se sont réjouis de la défaite de l'extrême droite dans un des piliers

de l'Union européenne.

L'Italie de la post-fasciste Giorgia Meloni s'est contentée de féliciter le RN et ses alliés. Quant au Kremlin, réputé proche du RN, il a indiqué n'avoir ni « l'espoir » ni « l'illusion » d'une amélioration de ses relations avec Paris. Affaibli par une situation qu'il a lui-même provoquée, Emmanuel Macron assistera ce mercredi 10 juillet et jeudi au sommet de l'Otan à Washington.